

Mercredi 20 novembre 2019

OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT SIMPLIFIEE

visant les actions de la société



initée par



présentée par

**ALANTRA**

**COMMUNIQUE DE MISE A DISPOSITION DE LA NOTE EN REPONSE ET DES AUTRES INFORMATIONS  
RELATIVES AUX CARACTERISTIQUES, NOTAMMENT JURIDIQUES, FINANCIERES ET COMPTABLES D'OCEASOFT**

**Prix de l'Offre : 2,85 euros par action Oceasoft  
Durée de l'offre : 15 jours de négociation**

Le présent communiqué est établi et publié par la société Oceasoft en application des articles 231-27 3° et 231-28 I du règlement général de l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** »).

**Avis important**

Conformément aux articles L. 433-4 III du code monétaire et financier et 237-1 et suivants du règlement général de l'AMF, dans le cas où, à l'issue de l'offre, le nombre d'actions non présentées à l'offre par les actionnaires minoritaires d'Oceasoft ne représenterait pas plus de 10% du capital et des droits de vote d'Oceasoft, Dickson Acquisition France SAS a l'intention de mettre en œuvre dans un délai de trois mois à l'issue de la clôture de l'offre, une procédure de retrait obligatoire afin de se voir transférer les actions non présentées à l'offre moyennant une indemnisation égale au prix de l'offre, de 2,85 euros par action.

En application de l'article L. 621-8 du code monétaire et financier et de l'article 231-26 de son règlement général, l'AMF a apposé le visa n° 19-530 en date du 19 novembre 2019 sur la note en réponse établie par la société Oceasoft relative à l'offre publique d'achat simplifiée portant sur les actions d'Oceasoft émises ou à émettre qui ne seraient pas déjà détenues par Dickson Acquisition France SAS (l'« **Offre** »).

Conformément aux dispositions de l'article 231-28 I du règlement général de l'AMF, le document concernant les autres informations relatives aux caractéristiques, notamment juridiques, financières et comptables de la

société Oceasoft a été déposé auprès de l'AMF le 19 novembre 2019 et mis à la disposition du public le 20 novembre 2019.

La note en réponse établie par la société Oceasoft et visée par l'AMF est disponible sur les sites Internet de l'AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)) et d'Oceasoft ([www.oceasoft-bourse.com](http://www.oceasoft-bourse.com)) et mise gratuitement à la disposition du public au siège social d'Oceasoft, situé au 720 rue Lépine, 34000 Montpellier.

Le document concernant les informations relatives aux caractéristiques, notamment juridiques, financières et comptables de la société Oceasoft est disponible sur les sites Internet de l'AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)) et d'Oceasoft ([www.oceasoft-bourse.com](http://www.oceasoft-bourse.com)) et mis gratuitement à la disposition du public au siège social d'Oceasoft, situé au 720 rue Lépine, 34000 Montpellier.

L'Offre est faite exclusivement en France.

Le présent communiqué et la note en réponse et tout autre document relatif à l'Offre ne constituent pas une offre en vue de vendre ou d'acquérir des instruments financiers ou une sollicitation en vue d'une telle offre dans un quelconque pays où ce type d'offre ou de sollicitation serait illégal ou à l'adresse de quelqu'un envers qui une telle offre ne pourrait être valablement faite. L'Offre n'a fait ni ne fera l'objet d'aucune formalité ni d'aucun enregistrement ou visa en dehors de la France. Les porteurs d'actions Oceasoft situés ailleurs qu'en France ne peuvent participer à l'Offre que dans la mesure où une telle participation est autorisée par le droit local auquel ils sont soumis.

La distribution du présent communiqué et de la note en réponse et de tout document relatif à l'Offre et la participation à l'Offre peuvent faire l'objet de restrictions légales dans certaines juridictions.

Les personnes venant à entrer en possession de ce communiqué ou de la note en réponse doivent se tenir informées des restrictions légales applicables et les respecter. Le non-respect des restrictions légales est susceptible de constituer une violation des lois et règlements applicables en matière boursière dans certaines juridictions. Oceasoft décline toute responsabilité en cas de violation par toute personne des restrictions légales applicables.